

# Vive tension entre Moscou et la coalition occidentale

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4428 - Dimanche 18 mars 2018 - Prix : 10 DA

Plusieurs restaurants ont réduit les prix de 50%

## Clôture de la fête de la restauration d'Azazga

Incivisme des citoyens ou laisser-aller des pouvoirs publics ?

# Alger «la Blanche» croule sous les ordures

### Ce que vise la campagne incessante anti-Trump

Par Mohamed Habili

**E**ntre vouloir faire élire quelqu'un comme président des Etats-Unis et parvenir à le faire élire, ou être en capacité de le faire, il y a une différence que les démocrates américains ont toujours fait semblant de ne pas voir depuis que Donald Trump occupe la Maison-Blanche. Les Russes, mais ils sont loin d'être les seuls dans ce cas, ont souhaité non pas tant que Donald Trump soit élu mais que sa rivale, Hillary Clinton, ne le soit pas. Donald Trump a été pour eux un pis-aller, comme du reste pour nombre d'Américains, qui eux aussi ne voulaient surtout pas de Clinton à la tête de leur pays. L'élection de Trump s'explique par la conjonction de deux types d'électeurs, ceux qui se reconnaissent dans les thèses antimondialisation et anti-immigration de Trump, et ceux qui ne se préoccupaient que de l'arrivée au pouvoir de la va-t-en-guerre Clinton. La somme des électeurs qui ont choisi Trump pour lui-même et ceux qui n'ont fait qu'éliminer sa rivale a donné la victoire à Trump. Le candidat idéal pour ces derniers, en tout cas celui qu'ils auraient souhaité voir élire, ou même qu'ils auraient fait élire s'ils en avaient eu la possibilité, c'était Bernie Sanders. Celui-ci présentait le double avantage d'être un socialiste, en tant que tel un pourfendeur du système économique en vigueur, de façon plus radicale encore que Trump d'ailleurs, mais à la manière d'un Jeremy Corbyn, le leader du parti travailliste britannique, et de professer de l'autre des positions de politique extérieure dans le prolongement de celles du président sortant, Barack Obama. *Suite en page 3*

## Bouteflika réaffirme sa volonté de promouvoir les droits de la femme

# «Le poids de certaines mentalités, frein réel à l'égalité»



Ph/D. R.

Des mentalités enracinées dans notre société restent «le plus grand frein à l'égalité hommes-femmes en Algérie», a estimé hier le président de la République, Abdelaziz Bouteflika dans un message lu en son nom par le ministre de la Justice, Tayeb Louh. *Lire page 2*

50<sup>e</sup> édition à Ghardaïa

## C'est parti pour la fête du tapis

Livre

## 45 éditeurs algériens participent au Salon du livre de Paris

Bouteflika réaffirme sa volonté de promouvoir les droits de la femme

# «Le poids de certaines mentalités, frein réel à l'égalité»

■ Des mentalités enracinées dans notre société restent «le plus grand frein à l'égalité hommes-femmes en Algérie», a estimé hier le président de la République, Abdelaziz Bouteflika dans un message lu en son nom par le ministre de la Justice, Tayeb Louh.

Par Meriem Benchaouia

«**N**ous sommes conscients des entraves et du poids de certaines mentalités persistantes dans notre société quant à la promotion effective de la place de la femme et sa participation dans notre vie collective», a fait savoir le chef de l'Etat dans un message aux participants à la Conférence internationale sur «La promotion de la participation politique de la femme», lu en son nom par le ministre de la Justice, Tayeb Louh. A cet effet, Abdelaziz Bouteflika a réitéré la détermination de l'Algérie à poursuivre le processus de promotion de la femme en politique et dans le développement, affirmant que c'était là le message de la dernière révision de la Constitution. Il a indiqué, dans ce sens, que «malgré les réalisations enregistrées en faveur de la promotion du rôle de la femme en politique et dans le développement, l'Algérie reste résolument engagée sur cette voie pour davantage de progrès. Preuve en est, la dernière révision de la Constitution qui a consacré la responsabilité de l'Etat dans la promotion de l'égalité en matière d'emploi et la promotion de la place de la femme dans les postes de responsabilité à tous les niveaux». Evoquant, à ce propos, les différentes étapes du processus de promotion de la femme en Algérie, le président de la République a estimé que «les contingences de l'Histoire ont ralenti pour la femme algérienne le processus d'acquisition de ses droits politiques et sociaux par rapport à ses semblables dans d'autres continents et d'autres continents». «La femme algérienne, qui a souffert des affres de l'occupation et de la barbarie du colonialisme, a été un acteur à part entière dans la glorieuse Révolution de Novembre, elle a été acteur dans la lutte politique et l'action préventive et sociale, elle n'a pas hésité à prendre les armes et à se sacrifier pour combattre le colonialisme», a-t-il déclaré. Pour le chef de l'Etat, ce parcours historique «a fait de l'Algérie en lutte pour les droits et les libertés et des Algériennes participant à cette épopée historique des acteurs œuvrant résolument à la promotion de la place de la femme dans la société». Il a ajouté dans ce contexte que l'Etat algérien s'est employé depuis l'indépendance «à jouer un rôle efficient, à l'échelle internationale, dans le mouvement mondial pour la promotion de la place et des droits des femmes, tout en veillant à la préservation

de nos valeurs spirituelles et civilisationnelles». De même qu'il s'est attelé, au plan interne, «à la consécration des droits politiques de la femme, du droit au vote au droit de la représentation dans tous les domaines en dépit d'entraves liées aux mentalités», a indiqué le président de la République soulignant que ces entraves «ont nécessité des mesures constitutionnelles et juridiques ayant permis, ces dernières décennies, à l'Algérienne d'être un acteur dans notre édifice parlementaire et dans nos Assemblées locales élues avec un niveau de présence avant-gardiste dans le monde arabe». Le chef de l'Etat a rappelé dans son message que «la législation algérienne a institué la parité salariale entre les femmes et les hommes dès la première année de l'indépendance». Les efforts de l'Etat en matière de promotion de la femme se sont traduits par des indicateurs positifs dans le monde du travail, où les femmes «ont presque le monopole de certaines professions à caractère social telles que l'enseignement et la santé, voire de certaines fonctions régaliennes comme la magistrature et elles sont chaque année un peu plus à rejoindre les rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) et les différentes composantes de la République», a affirmé le président Bouteflika qui a souligné l'évolution de la femme en matière de développe-



P.V.D. R.

ment, en devenant «un acteur dynamique» dans la sphère des entreprises économiques et du développement rural. Rappelant que «la femme algérienne a toujours répondu présente à l'appel de la patrie pour la protéger des dangers et relever les défis», le président de la République a déclaré que «lorsque l'Algérie a

fait face seule aux affres du terrorisme aveugle, la femme algérienne s'est dressée en rempart prête au sacrifice pour la sauvegarde et la pérennité de la République, comme en témoignent les longues listes de chahidates dans différents corps professionnels». Il a ajouté encore qu'au moment où il a fallu faire

prévaloir la conciliation sur la fitna, «l'Algérienne, mère, veuve et sœur, a été au premier rang pour plébisciter le choix de la réconciliation nationale, plaçant l'intérêt de l'Algérie au-dessus de ses blessures et des souffrances endurées par sa famille».

M. B.

Incivisme des citoyens ou laisser-aller des pouvoirs publics ?

## Alger «la Blanche» croule sous les ordures

Alger, à l'image de plusieurs villes du pays, croule sous les ordures. En effet, le manque de civisme des Algérois est la raison principale de cette situation plus qu'alarmante. Les pouvoirs publics peinent à redonner de l'éclat à cette capitale devenue aussi sale qu'inévitable. Comment la «Blanche» est-elle devenue aussi sale ? Comment cette belle a perdu de son éclat ? Qui est le responsable de cette saleté ? Les coupables sont nombreux, mais chacun rejette la faute sur l'autre. Les citoyens accusent les pouvoirs publics de ne pas faire leur travail, et ces derniers affirment que l'incivisme des Algérois a beaucoup à avoir dans cette situation déplorable. En effet, il suffit d'un tour dans les rues d'Alger pour constater les dégâts de ce laisser-aller. Au marché Clauzel, chaque jour, les marchands d'olives jettent l'eau dans laquelle baignent les olives directement devant la porte du marché, près de la benne à ordures. Ces eaux écœurantes se mélangent avec les ordures

du marché constituées de restes de légumes mais surtout de déchets d'abattage d'animaux (viandes rouges et viandes blanches). Ces déchets s'accumulent, des fois, pendant plus d'une semaine sans que les pouvoirs publics ne viennent vider la benne à ordures. Les habitants doivent alors subir une semaine d'odeur néfaste. Les commerçants de ce marché pointent du doigt les pouvoirs publics qui ne vident pas aussi souvent cette benne à ordures mais oublient qu'ils ont aussi leur part de responsabilité. Un peu plus loin, des bacs à ordures parsèment les rues mais, paradoxalement, des ordures sont déversées, éparpillées partout à même le sol et de surcroît sous des habitations. Des passerelles sont transférées en véritables urinoirs. Des odeurs nauséabondes se dégagent de partout. Les eaux sales coulent des balcons des immeubles. La situation est plus qu'alarmante. Les Algérois ont tendance à ignorer les poubelles publiques et ne se gênent pas à jeter des bouteilles en plastique,

des épluchures et toutes sortes de déchets à travers les fenêtres de leurs voitures et de leurs maisons. Par ailleurs, la plupart des citoyens rencontrés au niveau de la rue Didouche, ont déploré l'absence de poubelles publiques dans cette rue. «Il m'arrive de traîner des déchets sur des centaines de mètres avant de les jeter par terre faute de poubelles», nous a dit un habitant de cette rue. A quelques rues de là, nous nous sommes rapprochés d'un groupe de jeunes afin de les interroger sur l'état de leur quartier, Télemly. Leurs réponses ont été sèches : «A mon avis, les pouvoirs publics ne s'inquiètent pas de cette calamité, alors que dire des citoyens ?», dira un des jeunes interrogé. Pourtant, les pouvoirs publics injectent des sommes colossales dans l'hygiène publique. Pour rappel, selon le wali d'Alger «en quatre ans, la wilaya a dépensé 4 000 milliards de centimes depuis 2013, soit 1000 milliards de centimes par an, pour acheter du matériel d'entretien et de collecte

d'ordures, destiné à l'ensemble des communes de la wilaya d'Alger». Les chiffres révélés lors d'une journée d'étude sous le thème du «Tri sélectif est le premier pas vers une capitale propre», n'ont pas manqué d'étonner le commun des Algérois. Il faut dire que les sommes dépensées sont substantielles alors que les résultats sont invisibles sur le terrain. Malgré tout cet argent, Alger demeure très sale. Anticipant un certain scepticisme de la part des Algérois, qui se plaignent de l'insalubrité de leur ville, Zoukh a imputé la responsabilité aux citoyens. À son sens, «ce sont les habitants qui salissent leurs quartiers. Ce sont eux aussi qui sont responsables de la dégradation de leur environnement immédiat en sapant le travail des 12 000 agents de la propreté qui veillent à sa sauvegarde». Pour le wali, «il est urgent que les mentalités changent, pour pouvoir achever le projet de modernisation de la capitale».

Thinhinene Khouchi

A la veille de l'élection présidentielle russe

# Vive tension entre Moscou et la coalition occidentale

■ Les tensions montent entre la Russie et le Royaume-Uni, suite à l'empoisonnement d'un ancien espion russe sur le territoire britannique. Cette confrontation s'est durcie à deux jours de l'élection présidentielle russe, que Vladimir Poutine s'apprête à remporter pour un quatrième mandat.

Par Louiza Ait Ramdane

La campagne pour l'élection présidentielle russe d'aujourd'hui s'achève avec un regain de tension avec l'Occident. En effet, à la veille du scrutin, le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur britannique à Moscou. Le ministère russe a annoncé l'expulsion de 23 diplomates britanniques et la fermeture du British Council, l'institution culturelle britannique qui a pour but de promouvoir l'apprentissage de l'anglais. Les participants au conseil de sécurité russe présidé par Vladimir Poutine consacré à une « discussion approfondie sur les relations entre la Russie et le Royaume-Uni dans le contexte de l'affaire Sergueï Skripal », « ont exprimé leur grave préoccupation face à la position destructrice et provocatrice de la partie britannique ». Vendredi matin, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a confirmé que Moscou allait « bien sûr » expulser des diplomates britanniques de Russie, en réponse à une décision similaire de Londres. Suite aux mesures russes, le conseil national de sécurité britannique se réunira la semaine prochaine pour examiner des prochaines étapes à suivre après les mesures de sanctions prises par Moscou en réaction à celles prises par Londres, a annoncé hier, le Foreign Office. « Ces mesures font suite à celles prises par Londres, parallèlement à d'autres mesures, pour démanteler le réseau d'espionnage russe opérant au Royaume-Uni suite à la tentative d'assassinat de deux personnes au Royaume-Uni par le moyen d'un agent neurotoxique », a précisé la même source. Le ministère a également prévenu la Grande-Bretagne, via son ambassadeur, que, si de nouvelles mesures inamicales étaient prises par Londres à l'égard de la Russie, elle se réserve le droit de répondre à son tour par d'autres mesures. L'expulsion de diplo-



mates britanniques est une réponse aux accusations de provocation et aux accusations sans fondement concernant l'évènement du 4 mars à Salisbury portées par Londres, précise le ministère. Le 4 mars, un ancien espion russe, Sergueï Skripal, 66 ans, et sa fille Youlia, 33 ans, ont été retrouvés inconscients aux abords d'un centre commercial de Salisbury, une petite ville à 150 km de Londres, puis ont été hospitalisés. Ils sont à ce jour inconscients. Le 7 mars, Scotland Yard a confirmé que Skripal et sa fille avaient été exposés à un agent neurotoxique, substance chimique qui agit sur le système nerveux et peut entraîner la mort. La première ministre britannique, Theresa May a accusé Moscou d'être derrière cet empoisonnement, affirmant que l'agent en question était de type militaire, du groupe des agents Novichok mis au point par la Russie. Moscou qui a nié toute implication dans cette affaire, avait alors annoncé

une riposte. Après l'annonce officielle des mesures prises par la Russie, Londres a décidé de réunir son conseil national de sécurité au début de la semaine prochaine, pour examiner les prochaines étapes à suivre dans cette affaire. « Notre priorité aujourd'hui est de prendre soin de notre personnel en Russie et d'aider ceux qui retourneront au Royaume-Uni », a souligné le communiqué du FCO. Londres a également déclaré que la réponse de la Russie « ne change rien au fait que l'Etat Russe est coupable de tentative d'assassinat de deux personnes sur le sol britannique, pour laquelle n'y a aucune autre explication ». Le gouvernement britannique persiste à dire que la Russie est en violation flagrante du droit international et de la Convention sur les armes chimiques. Il ajoute néanmoins n'avoir rien contre le peuple russe et qu'il continue à croire qu'il n'est pas dans son intérêt de rompre tout dialogue avec

Moscou. « Nous continuons de croire qu'il n'est pas dans notre intérêt national de rompre tout dialogue entre nos pays, mais il incombe à l'Etat russe de rendre compte de ses actions et de se conformer à ses obligations internationales », a conclu le communiqué du FCO. Mercredi, la Première ministre Theresa May avait annoncé l'expulsion de 23 diplomates russes, une mesure inédite depuis la fin de la Guerre froide, et le gel des contacts bilatéraux avec la Russie. La confrontation entre les Occidentaux et Moscou s'est encore durcie vendredi, à deux jours de l'élection présidentielle russe de dimanche. L'Otan s'était dite profondément préoccupée par la première utilisation offensive d'un agent neurotoxique sur le territoire de l'Alliance depuis sa fondation, notant qu'elle considérait toute utilisation d'armes chimiques comme une menace pour la paix et la sécurité internationales. L. A. R.

## LA QUESTION DU JOUR

## Ce que vise la campagne incessante anti-Trump

Suite de la page une

Notons d'ailleurs combien celui-ci avait été si peu en harmonie avec ses propres électeurs, puisque à un Bernie Sanders qui se réclamait quasiment de lui en matière de politique étrangère, il a préféré celle-là même avec laquelle il était en désaccord quand elle était sa secrétaire d'Etat. Les Russes ne voulaient pas de l'élection de Hillary Clinton, parce qu'ils ne voulaient pas d'une guerre avec les Etats-Unis, celle-là même que la candidate démocrate aurait selon toute probabilité provoquée si c'était elle qui avait été élue. Trump lui aussi avait mené campagne sur le rejet de la guerre avec la Russie. Mais personne aux Etats-Unis n'est assez insensé pour croire sérieusement que ce sont les hackers russes qui l'ont fait élire, que sans leur intervention, c'est sa rivale qui aurait été élue. Le but du procès en sorcellerie qui lui est fait dès son accession au pouvoir est de faire pression sur lui pour qu'il finisse par mener vis-à-vis de la Russie une politique du même ordre que celle qui aurait été celle de Hillary Clinton. Tout se passe aujourd'hui aux Etats-Unis comme si les tenants de l'établissement, démocrates et républicains confondus, étaient sur une ligne d'intransigeance envers la Russie, à la fois pour ce qu'elle fait en Syrie et en Ukraine, et qu'ils ne pouvaient pas attendre qu'un président arrive aux affaires qui soit à cet égard sur la même longueur qu'eux. Pour eux, Trump ne pouvait pas plus mal tomber. Il aurait été élu dans une conjoncture différente, ils l'auraient malgré tout regretté, mais ils s'en seraient probablement fait une raison, l'enjeu n'étant pas vital. Mais qu'il soit président à un moment où il leur semble urgent de mettre en œuvre une politique ferme à l'égard de la Russie, dût-elle conduire à la guerre, c'est ce qu'ils n'admettent toujours pas. A moins, bien sûr, que Trump épousant leur vue, soit sous la pression des faits, soit seulement pour échapper à leur harcèlement, se mette en devoir de briser le retour en force de la Russie. M. H.

Diplôme d'études médicales spécialisées (DEMS)

## Hadjar : Les épreuves se dérouleront « dans les délais impartis »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar a affirmé samedi à Alger, que « les épreuves du Diplôme d'études médicales spécialisées (DEMS) seront organisées à partir d'aujourd'hui (18 mars), comme prévu, et ne seront pas reportées ». M. Hadjar a déclaré à la presse en marge de la Conférence nationale des universités que « le ministère est attaché à la date fixée au préalable pour le déroulement des épreuves du

DEMS, soit du 18 mars au 12 avril 2018 », indiquant que « les médecins résidents concernés doivent assumer leur entière responsabilité ». Après avoir rappelé que ses services « ont reçu, à maintes reprises, des représentants des médecins résidents pour examiner leurs revendications socio-professionnelles », le ministre a indiqué que « lors de la dernière rencontre, une seule revendication a été formulée, à savoir le report des épreuves », précisant que cette revendication « a été

rejetée ». Pour rappel, les candidats au DEMS avaient décidé, la semaine dernière, de boycotter les examens « jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications », précisant que cette décision avait été prise à la suite d'une réponse « défavorable » des responsables du ministère lors d'une réunion avec des membres du bureau national du Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA). Les revendications des médecins résidents portent, entre autres, sur « l'annu-

lation du caractère obligatoire du service civil, la dispense du service militaire, une meilleure formation pédagogique et la révision des statuts ». « En dépit de la réponse favorable du ministère de la Santé à certaines revendications formulées, notamment la réduction du nombre de spécialités concernées par le service civil, l'attribution d'un logement, l'aménagement et l'équipement des plateaux techniques dans les wilayas d'affectation dans le cadre du service civil, le droit au

regroupement familial pour les couples de médecins, outre l'autorisation d'exercer une activité complémentaire dans le secteur privé », le « CAMRA demeure attaché à la grève jusqu'à satisfaction de toutes les revendications », avait-il souligné.

Hani T.

50<sup>e</sup> édition à Ghardaïa

# C'est parti pour la fête du tapis

■ Le coup d'envoi de la 50<sup>e</sup> édition de la fête du tapis, célébrée annuellement dans la capitale du M'zab (Ghardaïa), région touristique du Sud algérien, a été marqué samedi par un défilé éclectique d'une vingtaine de chars agrémentés de produits d'art traditionnel.

Par Selma Kh.

Dans un cortège magistral, les chars ornés de tapis ont traversé l'avenue Emir Abdelkader conférant à cette principale artère un spectacle haut en couleurs vives où le tapis et autres produits artisanaux ont été mis en valeur dans la plus grande élégance, sous les rythmes alternant du karkabou. Ce défilé de chars ornés de tapis des différentes localités de la wilaya de Ghardaïa, riche en symbolique et motifs qui retracent, généralement le substrat social, culturel et historique de chaque localité de la wilaya, s'est déroulé en présence des autorités locales et de nombreux invités. Dans une intervention d'ouverture de cette manifestation économique et culturelle, le ministre de Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a salué les efforts déployés par les femmes au foyer de l'Algérie profonde pour la pérennisation du savoir-faire en matière d'artisanat porteur de richesse pour l'économie locale et de redynamisation du tourisme. Pour cette édition, les participants ont voulu montrer à travers chaque char orné de tapis, les riches potentialités de l'artisanat des différentes localités de Ghardaïa. Le tapis du ksar de Ghardaïa, à tissage ras, est la principale référence avec une symbolique de motifs qui retracent, généralement sur un fond blanc, le substrat social, culturel et historique de la région. L'autre référence du tapis du M'zab, qui fait partie de la catégorie «henbel», est celle du ksar de Bénélsouen, dont la version traditionnelle présente un tapis à tissage ras-plat et décoré de bandes au tracé élégant sur des fonds de couleurs variant du noir foncé au beige clair avec des touches rouges-briques. Les tapis dits de «Taourt», «Anchan» et «Agem»,



Ph.D. R.

sont autant de variétés du tapis de Bénélsouen, différenciés seulement par leurs dimensions. Pratiquement chaque famille ghardaïoise possède un métier à tisser faisant partie des équipements domestiques ordinaires, d'où l'existence de quelque 20 000 femmes artisanes travaillant seules à domicile ou en coopératives. Durant le tissage, l'artisane s'impose une densification des motifs dans un minimum d'espace, conférant au produit une surcharge très appréciée dans la région. En fait, la conscience appliquée de l'artisan qui transmet, à travers des motifs et des couleurs vives, les valeurs culturelles et sociales locales, montre bien que le tissage du tapis ghardaïois, issu de la créativité du génie populaire, est une technique de communication. Toute la valeur du tapis, y compris commerciale, est mesu-

rée sous cet angle.

## Exposition de riches potentialités culturelles et patrimoniales

De Guerrara située en zones semi steppiques à El-Menea du pays d'erg, et de l'altière Métili-Chaamba, à la station thermale de Zelfana, c'est pratiquement toute la wilaya, avec ses 13 communes qui, à travers ce défilé de chars ornés de tapis, a exposé ses riches potentialités à une foule dense venue fêter ce début de printemps ghardaïois. Pour composer cette fresque, le défilé de chars garnis, renforcé par des danses folkloriques, a mis en valeur les traditions de la région avec l'incontournable thé sous une «Kheima» et même l'irrigation en milieu oasien. Le mehri (dromadaire) et la cavalerie traditionnelle des steppes n'ont pas

manqué à cette peinture vivante, dont chaque touche exprime la richesse d'un patrimoine national très varié dans ses formes et imprégné de messages. Ponctué par un spectacle de fantasia, la riche palette du folklore ghardaïois n'a pas démerité dans l'animation d'une ambiance carnavalesque ou elle a réussi à donner un rythme au défilé le long de l'avenue d'Emir Abdelkader et la place Mohamed Khemisti ou une tribune a été érigée pour contenir les officiels et autres hôtes de la région. Cette ambiance, qui a surpris les quelques touristes de passage ravis de découvrir la palette de l'artisanat algérien, a créé un climat aussi bien récréatif que culturel dans la région. De nombreuses personnes approchées par l'APS ont estimé que cette fête constitue une aubaine pour attirer des touristes en cette

période de vacances et également une occasion pour les femmes artisanes de commercialiser directement leurs produits sans intermédiaire et contrepartie. Diverses activités culturelles ainsi qu'une exposition-vente de produits des différentes associations, micro-entreprises de femmes spécialisées dans l'artisanat ainsi que les stagiaires et apprentis des centres de formation professionnelle, sont programmés au palais des expositions sis au quartier Bouhraoua, durant cette fête du tapis qui s'étalera jusqu'au 22 mars en cours. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat procédera en fin d'après-midi à l'inauguration de cette exposition-vente des produits artisanaux, à laquelle prennent part près d'une centaine d'artisans représentant une vingtaine de wilayas du pays. S. Kh./APS

## El-Oued

### Mariage collectif de 30 couples

Trente couples issus de catégories nécessiteuses et aux besoins spécifiques ont convolé en justes noces, vendredi soir à El-Oued, dans le cadre d'un mariage collectif organisée par l'association nationale «El-Ihsane SOS-3<sup>e</sup> âge en détresse». Ce sont 20 jeunes de la wilaya d'El-Oued et 10 de la wilaya déléguée de Touggourt (Ouargla) qui ont enterré leur vie de célibat, dans le cadre de ce mariage collectif dont tous les besoins et préparatifs ont été pris en charge, y compris ceux de leurs épouses, à travers cette action caritative, a indiqué la présidente de l'association organisatrice, M<sup>me</sup> Souad Chikhi. La célébration, organisée au niveau d'une exploitation agricole d'un investisseur privé, s'est déroulée,

outre leurs parents et proches, en présence de nombreux bienfaiteurs ayant contribué financièrement à l'opération, ainsi que de représentants d'associations caritatives et d'imams qui ont scellé l'union des 30 couples. L'opération, à caractère caritati-

ve et de solidarité vise à apporter une assistance à cette catégorie sociale vulnérable et défavorisée, ont indiqué les organisateurs. M<sup>me</sup> Souad Chikhi a estimé que le but de l'organisation de ce mariage collectif dans une région du Sud est aussi de pro-

mouvoir le tourisme saharien et de valoriser la diversité culturelle et la richesse patrimoniale (us et coutumes) des différentes régions du pays. La célébration de ce mariage collectif, qui s'étale sur deux jours (vendredi-samedi) est organisée en colla-

boration avec l'association de prise en charge des personnes handicapées d'El-Oued, et de l'association «Kafil El-Yatim» de Touggourt, avec la contribution de plusieurs entreprises privées. Hafsa D.

## Durant les dernières 48 heures

### 11 morts et 37 blessés sur les routes

Onze personnes ont trouvé la mort et 37 autres ont été blessées dans 14 accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique samedi un bilan des services de la Protection civile. L'accident qui a fait le plus de victimes s'est produit dans la wilaya de Relizane

où deux personnes sont décédées après avoir été heurtées par un véhicule léger sur l'auto-route Est-Ouest, au niveau de la commune d'Oued Rhiou. Les services de la Protection civile ont déploré, d'autre part, le décès d'une femme âgée de 82 ans dans un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habita-

tion, sise au lieudit El Djouhra, dans la commune d'El Maine, wilaya d'Ain Defla. Les unités de la Protection civile ont, en outre, procédé à l'extinction de six incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas de Mostaganem, Ghardaïa, El Oued, Bechar et Laghouat. Par ailleurs, les secours de la

Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 9 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Béjaïa et Tiaret.

L. O.

## Industrie automobile

# OBG souligne les opportunités de croissance en Algérie

■ L'investissement international dans l'industrie automobile en Algérie s'accroît suite à la mise en place de mesures visant à soutenir la production manufacturière locale afin d'atteindre quelque 500 000 unités dès 2019, a indiqué le groupe britannique d'experts, Oxford Business Group (OBG).



Par Assia D.

Dans un article consacré au développement de l'industrie automobile en Algérie, le groupe

souligne que «cette hausse de la production locale est le résultat des mesures mises en place par le gouvernement pour attirer davantage d'investisseurs privés locaux et internationaux dans la

production nationale». L'objectif de ces mesures est de réduire la facture d'importation, de diversifier l'économie et de produire localement 500 000 unités dès 2019, a relevé le groupe. Pour

OBG, le software dans l'industrie automobile offre de nouvelles opportunités de croissance du secteur.

Ces opportunités se trouvent entre autres, dans la conception et la fabrication de systèmes d'exploitation novateurs développés par les grandes entreprises technologiques mondiales dans le but de concevoir des véhicules connectés, relève le groupe. «Au-delà de l'assemblage et de la production de pièces localement, un investissement accru dans des produits à haute valeur ajoutée, notamment les systèmes d'exploitation nouvelle génération pour véhicules, constitue ainsi un fort potentiel de développement pour l'industrie automobile algérienne», analyse OBG.

Le groupe cite, à cet égard, le conseiller stratégique et technologique pour le projet «Alger Smart City», Riad Hartani, qui estime que ces nouveaux systèmes d'exploitation sont déjà en train de «renouveler en profondeur» l'industrie automobile.

Il ajoute que «dans un sens, ce n'est pas un problème pour l'Algérie de ne pas disposer de ce

jour d'industrie automobile locale». M. Hartani estime que «concentrer les efforts sur les opportunités portées par ces nouveaux systèmes d'exploitation permettrait à l'Algérie de devenir l'un des premiers pays au monde à se positionner sur ce segment prometteur».

«Si une telle stratégie suppose des progrès pour bâtir un écosystème favorable à l'essor des nouvelles technologies, elle contribuerait à une hausse significative des investissements étrangers, tout en attirant une expertise technologique hautement qualifiée» pour l'Algérie, a conclu OBG.

A. D./APS

## Céréales Le blé en léger repli sur les marchés européens

LES PRIX du blé étaient en légère baisse, sur les marchés européens dans le sillage de Chicago où le prix du boisseau de blé était sous pression ces dernières heures, après l'annonce de précipitations sur des zones touchées par la sécheresse. Sur Euronext, la tonne de blé reculait de 50 centimes sur mai à 165 euros et de 75 centimes sur septembre à 169,75 euros, pour un peu plus de 6 600 lots échangés. Les analystes expliquent cette baisse par les précipitations prévues au Kansas, principal producteur de blé d'hiver, alors que la sécheresse dominait dans la région ces derniers jours. En Europe, les opérateurs vont scruter la vague de froid qui arrive et qui pourrait pénaliser les cultures les plus avancées si le thermomètre descendait sous les -5 degrés Celsius, notaient les analystes qui soulignent que les conditions climatiques sur le bassin mer Noire demeurent pour le moment parfaites. Sur le plan monétaire, l'euro tentait de se reprendre face à un dollar qui restait aidé par des indicateurs encourageants sur l'économie des Etats-Unis publié jeudi et de bon augure à quelques jours d'une réunion monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). La tonne de maïs, elle, reculait de 25 centimes sur juin à 164,75 euros, et de 50 centimes sur août à 170,50 euros, pour environ 300 lots échangés. R.E.

## Pétrole/ Selon les dernières prévisions de l'AIE La demande mondiale devrait augmenter de 1,5 million b/j en 2018

La demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 1,5 million de barils par jour (b/j) en 2018, par rapport à l'année précédente, mais l'offre continuera de son côté de croître, a indiqué le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La demande mondiale de pétrole en 2018 devrait atteindre 99,3 millions b/j en 2018 contre 97,8 millions de b/j en 2017, selon les prévisions de l'AIE qui revoit ainsi la hausse de la demande prévue à 1,5 million b/j pour cette année, contre une précédente prévision de 1,4 millions b/j. Concernant la production de pétrole, l'agence a relevé qu'en février l'offre mondiale a atteint 97,9 millions b/j, soit une hausse de 0,7 million b/j sur un an, en raison de la hausse de la production des pays non membres de l'Opep. «La forte croissance aux Etats-Unis devrait faire passer l'expansion des pays non membres de l'Opep à

1,8 million b/j contre 760 000 b/j en 2017», a soutenu l'AIE notant que parallèlement à cette progression, la production de brut de l'Opep a légèrement diminué en février pour s'établir à 32,1 millions b/j, en raison du déclin de la production enregistrés au Venezuela et aux Emirats arabes unis. Toutefois, elle prévoit pour le deuxième semestre 2018 une augmentation de la production des pays de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) ont augmenté en janvier pour la première fois en sept mois pour atteindre 2 871 millions de barils, relevant que les prix mondiaux du pétrole brut ont chuté durant la première moitié de février, avant de se stabiliser plus tard dans le mois. Dans son rapport

«Pétrole 2018 : analyse et perspectives 2023», publié en début de mars, l'AIE a estimé que les investissements doivent croître davantage afin d'assurer, au cours des cinq prochaines années, les approvisionnements du marché pétrolier dans un contexte de forte croissance de la demande. Selon son analyse, le niveau des investissements qui sont resté stable en 2017, avec une légère augmentation en 2018, pourraient créer des problèmes à l'avenir en matière d'approvisionnements en brut, s'il maintient son rythme de croissance actuelle. «Les économies fortes utiliseront plus de pétrole et nous prévoyons une augmentation de la demande à un rythme annuel moyen de 1,2 Mb/j», a ajouté l'AIE, prévoyant également qu'en 2023, la demande de pétrole atteindra 104,7 Mb/j, en hausse de 6,9 Mb/j à partir de 2018.

Younès F.

## Guerre commerciale Etats-Unis/UE

### Le ministre allemand de l'Economie aujourd'hui à Washington

Le ministre allemand de l'Economie, Peter Altmaier, se rendra aujourd'hui à Washington, sur fond de menaces croissantes de guerre commerciale entre les Etats-Unis et leurs partenaires. Le ministre, entré en fonction cette semaine, rencontrera de dimanche à mardi des «représentants du gouvernement américain» pour s'entretenir des «thèmes d'actualité», tels que les «tarifs douaniers, l'acier et le commerce», a précisé une porte-parole du ministère. La chancelière allemande nouvellement réélue, Angela Merkel, a réaffirmé vendredi que les nouvelles taxes douanières américaines déci-

dées par le président américain Donald Trump contenaient aux «principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)» et a dit espérer une révision de cette décision «grâce au dialogue», lors d'une conférence de presse à Berlin avec son homologue suédois. Alors qu'elle envoie son ministre de l'Economie en éclaircur aux Etats-Unis, la chancelière estime toutefois que l'Europe unie devra apporter une réponse aux tensions transatlantiques. «La meilleure réponse (aux tensions actuelles dans le commerce) est d'abord un comportement unifié des Etats membres de l'Union

européenne», avait-elle déclaré mercredi. Mais si l'étape prioritaire des conversations avec Washington ne donnait rien, il ne faudrait «pas avoir peur si cela est nécessaire, même si nous ne le voulons pas, d'avoir à prendre des mesures», avait-elle ajouté. Le président Trump a imposé le 8 mars des taxes de 25% sur les importations d'acier aux Etats-Unis et de 10% sur celles d'aluminium, ignorant les mises en gardes répétées de nombre de ses partenaires, Union européenne en tête. Ces taxes doivent entrer en vigueur d'ici une dizaine de jours.

Agences

Illizi

# Inscriptions d'une série de projets pour l'amélioration du cadre de vie et le désenclavement

■ Une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, visant l'amélioration du cadre de vie du citoyen et le désenclavement, ont été inscrites en faveur de la commune d'Illizi, au titre des différents programmes de développement, a-t-on appris de responsables locaux.

Par Lyes B.

La commune d'Illizi a bénéficié de projets scolaires, dont la réalisation et l'équipement de deux salles de cours à l'école primaire «Ahmed Abdou» dans la localité de Tamadjert (300 km Sud d'Illizi), ainsi que d'une cantine à l'école primaire du quartier «Adjif», a précisé le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) d'Illizi, Hamoud Benhamdi. Cette localité a bénéficié également d'un forage de 250 m de profondeur pour l'alimentation en eau potable (AEP)

## Oran/ Communes Misserghine et Boutlélis Lancement d'un projet de réhabilitation des vergers des agrumes

LES VERGERS des agrumes au niveau des communes de Misserghine et Boutlélis, dont la superficie ne cesse de rétrécir au cours des deux dernières décennies, nécessitent un projet de réhabilitation, dont les premières démarches ont déjà été enclenchées, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oran. La superficie consacrée à la plantation des agrumes estimée à 560 hectares en 2000, s'est rétrécie de plus de la moitié, pour atteindre les 260 hectares en 2017, souligne Tahar Kadi, ajoutant que plusieurs phénomènes menacent les vergers d'agrumes de Misserghine et Boutlélis, dont le vieillissement des plantations et la montée des sels. A Misserghine, le côté sud est plus touché par la montée des sels à cause de la proximité avec la grande Sebkhah, qui a tendance à prendre de l'espace au détriment des vergers. Certaines zones dans la partie nord, jadis consacrées aux agrumes, accueillent aujourd'hui d'autres cultures comme l'orge, note-t-il. La direction des services agricoles accorde une grande importance à la réhabilitation de ces vergers et un recensement des parcelles déteriorées et aussi des terrains exploitables a déjà débuté, assure M. Kadi.

Un comité de pilotage et de suivi de ce projet de réhabilitation a été constitué avec l'implication d'autres directions, celle de l'hydraulique notamment, en raison des projets d'exploitation des forages dans l'irrigation des vergers, souligne le même responsable.

R.R.

et l'irrigation agricole, en plus du lancement d'une opération concernant la finalisation du réseau d'epotable, a indiqué de son côté le directeur des Ressources en eau de la wilaya, Saâd Bouguerne. Le wali d'Illizi, Aïssa Boulehya, a fait état, lors de sa récente visite dans la région, d'une tranche de 60 aides à l'habitat rural, s'engageant aussi à achever les tranches restantes au profit des bénéficiaires et de la suggestion d'un projet de route reliant sur 90 km les localités de Tamadjert et d'Afra, dans la perspective d'une inscription au niveau central. La suggestion d'un projet d'électrification de Tamadjert à partir de la centrale d'Afra, mise en exploitation dernièrement, et l'octroi d'aides financières pour l'équipement de 14 forages afin de booster les activités agricoles, font partie des projets prévus par les services de la wilaya au profit de la région. La localité de Takazir s'est, de son côté, vue accorder un forage de 50 m de profondeur avec un débit de 3 litres/seconde, en plus de l'inscription de



quatre autres forages. Afra (210 km d'Illizi) devra bénéficier d'un transformateur électrique pour le renforcement de l'éclairage public, d'une étude de réalisation d'une digue de protection des inondations, en plus de la levée du gel sur le projet de route reliant Tasset et Afra sur 44 km.

Le wali a indiqué, concernant le déficit en eau souterraines accusé par la région de Tasset, que l'agence du bassin hydrographique s'est vue confier la réalisation d'une étude précise de la situation dans cette région et engager éventuellement des forages par la suite. Les pouvoirs

publics accordent un grand intérêt au développement des régions enclavées et frontalières dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations locales et leur fixation dans leurs régions, a-t-il souligné.

L. B./APS

Souk Ahras/ Confié à une entreprise chinoise

## Résiliation du contrat de réalisation de 700 LPL du lot de 2 900 unités

Le wali de Souk Ahras a annoncé la résiliation «unilatérale» du contrat de réalisation du projet de 700 LPL du lot de 2 900 unités retenus au chef-lieu de wilaya confié à l'entreprise chinoise Sinohydro, relevant qu'en dépit des mises en demeure, cette entreprise «n'a pas honoré ses engagements». Un nouvel appel d'offres sera lancé pour confier ce projet à des entreprises nationales, a affirmé Abbas Badoui lors d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya en présence du P-DG de l'entreprise chinoise, des directeurs exécutifs du logement, de l'urbanisme et de la construction, de l'OPGI, de l'emploi et représentants de bureau d'études. L'entreprise chinoise Sinohydro, chargée de la construction de 5 150 logements publics localisés et de certains équipements publics

dans la wilaya de Souk Ahras accusant un important retard, est «tenue d'assumer ses responsabilités complètes et de livrer les projets dans les délais», a-t-il averti. Le wali a en outre donné des instructions pour livrer 1000 unités LPL du même lot «avant la fin du premier semestre de l'année en cours». Concernant le projet de 8 000 places pédagogiques du pôle universitaire qui accuse un retard dans sa réalisation, le PDG de Sinohydro s'est engagé à terminer les travaux de 5 000 places pédagogiques «avant septembre prochain», soit avec la rentrée 2018-2019 et de livrer progressivement les 3 000 autres restantes. Le gérant de la même entreprise s'est aussi engagé à livrer le projet de la cour de justice «avant la fin de l'année en cours». «Des amendes de retard

seront infligées» à cette entreprise, a soutenu le wali de Souk Ahras qui s'est élevé contre le fait que l'entreprise emploie seulement 20 travailleurs sur son chantier de 400 logements LPL dans la commune de M'daourouch, appelant les responsables de l'entreprise à renforcer la main d'œuvre sur ses chantiers. Les préoccupations exprimées par les responsables de Sinohydro, durant la rencontre, ont notamment trait à «la difficulté d'obtention de visa et autorisations de travail». M. Badoui les a rassuré que ces préoccupations «seront prises en charge par les parties concernées». Sur les 5 150 logements LPL confiés à Sinohydro, 2 900 se trouvent au chef-lieu de wilaya, 1 450 à M'daourouch et 800 à Sedrata.

Hocine A.

Guelma

## Achèvement du raccordement au réseau de gaz naturel de plus de 16 500 foyers

L'opération de raccordement au réseau de gaz naturel de 16 577 foyers, lancée depuis 2013 à travers l'ensemble des communes de la wilaya de Guelma, a été parachevée a-t-on appris auprès de la direction locale de la société de distribution d'électricité et du gaz SDE-Est. L'opération, inscrite au titre du précédent plan quinquennal 2010-2014, a été effectuée en deux phases, a indiqué la chargée de la communication et de l'information au sein de cette direction, Rima Medhaoui, faisant savoir que le lancement offi-

ciel des travaux qui avaient ciblé 25.000 foyers avait eu lieu en 2013. Au moins 6 987 habitations parmi le nombre global ont bénéficié de cette énergie durant la première phase suite à la réalisation d'un réseau de 204 km représentant plus de 94 % de l'objectif tracé ciblant le raccordement de 8 244 habitations des communes de Regada, de Selaoua Anouna, de Hemmam N'baïl, de Khezarra et de Houari Boumediene, a-t-elle noté. Les travaux liés à la deuxième tranche de ce programme ont porté sur la réalisation de 9.950 branchements à travers la créa-

tion d'un réseau global de 336 km dans 15 communes et groupements d'habitation secondaires de la wilaya, a informé la représentante de cette société, soulignant que le taux d'avancement de ce projet qui a concerné 15.182 foyers a dépassé 80 %. La mise en gaz partielle, effectuée dans le cadre des deux tranches du précédent plan quinquennal, a touché 8 432 foyers dont 4.859 habitations relevant de la première tranche et 3 373 autres de la deuxième tranche, a indiqué Mme Medhaoui. Il est prévu le raccordement «prochainement»

en cette énergie d'un nombre important d'habitations dans diverses zones de cette wilaya, a-t-elle ajouté, précisant que les travaux «avancent à un rythme jugé important» pour le parachevement de ce programme. Les projets de la deuxième tranche de ce programme ont ciblé les localités de Beni Mezline, de Bordj Sabath, d'Oued Fragha, de Nechmaya, de Roknia, d'Ain Ben Beida, de Bouhachena, de Bouhamdane, de Dahouara, de Tamlouka et d'Ain Sandel, a-t-elle ajouté.

T.Kh.



Répression dans le Rif au Maroc

# L'eurodéputé Miguel Urban Crespo appelle l'UE à briser son silence

■ Le député européen Miguel Urban Crespo a exhorté l'Union européenne (UE) à briser le silence qu'elle a observé depuis le début de la vague de répression contre le mouvement de contestation sociale dans la région du Rif, au nord du Maroc pour exiger des autorités marocaines le respect de la liberté d'expression et d'association et la libération des prisonniers politiques.

Par Sara H.

L'UE «a-t-elle l'intention de s'exprimer publiquement pour exiger que la liberté d'expression et la liberté de manifester soient respectées au Maroc et que tous les prisonniers politiques soient libérés?» a-t-il écrit dans une question adressée à la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini. Lancé en octobre 2016, après la mort tragique d'un vendeur de poisson broyé dans une benne à ordures alors qu'il voulait empêcher sa cargaison d'être détruite par la police, le mouvement de contestation s'est peu à peu étendu à des revendications économiques et sociales dans cette région enclavée. D'abord toléré par les autorités, le «Hirak» a ensuite été réprimé. Des centaines de personnes, principalement des jeunes, ont été arrêtées. Soutenant que la situation dans le Rif «s'est détériorée» depuis octobre 2016 et que des centaines de manifestants ont été arrêtés par les forces de sécurité et plus de 500 personnes, y compris des mineurs, restent derrière les barreaux pour avoir soutenu le mouvement de contestation populaire «Hirak», l'eurodéputé espagnol a appelé Mogherini à expli-

quer comment compte-t-elle «mettre un terme aux violations de plus en plus graves des droits de l'Homme au Maroc». Citant les témoignages de certains détenus, l'eurodéputé Miguel Urban Crespo a affirmé que ces derniers ont été «sévèrement battus et torturés» pendant leur détention, dénonçant les pratiques de la police marocaine qui menaçait les détenus de «violence sexuelle» pour leur extorquer des aveux. «Les juges ont refusé de déclarer ces aveux irrecevables, violant ainsi les obligations internationales du Maroc en matière de procès équitable et de lutte contre la torture», a-t-il déploré, soulignant que de nombreuses personnes ont été reconnues coupables, parmi lesquelles Abdessadek El Bouchtaoui, l'un des avocats des activistes rifains. Le député européen s'est demandé, à ce titre, si la chef de la diplomatie européenne suivait de près «la répression des militants politiques dans la région du Rif», plaçant pour la publication du rapport de la délégation de l'UE à Rabat sur la question s'il existait déjà. L'approche ultra-sécuritaire (renforcement de la présence militaire dans la région) choisie par les autorités marocaines en réponse aux soulèvements populaires dans la région du

nord et la répression du mouvement de contestation pacifique ont suscité l'indignation des organisations de défense des droits de l'Homme, telles Human Rights Watch et Amnesty International qui ont dénoncé «les violences policières» contre le leader du Hirak, Nasser Zefzafi, et d'autres militants de ce mouvement. Ces dernières semaines, de plus en plus de voix au sein même de l'UE s'élèvent pour exhorter l'Union à condamner la répression des Rifains par les autorités marocaines et à prendre les mesures nécessaires pour protéger cette population. Lors d'une conférence sur la situation dans le Rif, organisée fin février au Parlement européen à Bruxelles, l'eurodéputée néerlandaise Kati Piri a reconnu que l'UE a «jusqu'ici fermé les yeux sur la situation désastreuse dans la région du Rif», regrettant, à l'occasion, qu'«aucun effort sérieux ne soit fait pour attirer l'attention des autorités marocaines sur les violations des droits de l'Homme» dans le Rif. «Le Maroc est un pays voisin (...) de l'UE, ce qui implique également un dialogue honnête sur le respect des droits fondamentaux de tous les citoyens. L'UE doit être claire dans sa demande de libérer tous les prisonniers politiques», avait-



Ph. &gt; D. R.

elle estimé. Lors de cette même rencontre, quelque 400 rifains venus du Maroc, des Pays-Bas, d'Allemagne, de Belgique, de France et d'Espagne ont lancé un appel à l'UE pour faire pression sur les autorités marocaines afin qu'elles «rompent avec le traitement purement sécuritaire et répressif» de la crise qui secoue le Rif et «respectent les droits fondamentaux des prisonniers politiques». La cause des Rifains s'est invitée une nouvelle fois au Parlement européen à Strasbourg (France) à l'occasion d'une conférence-débat sur la situation au Rif. Initiée par la

Fédération des Comités de soutien au mouvement rifain en France (FCSMR France) et l'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF) avec le soutien de l'eurodéputé Française Marie Christine Vergiat, cette nouvelle rencontre vise à «plaider la cause du mouvement dans le Rif», selon les organisateurs. Elle vise également, à «informer, sensibiliser, interpeller et faire connaître les points de vue des orateurs, et amener les eurodéputés à prendre conscience et connaissance de la situation des droits humains dans le Rif». S.H./APS

Sahara occidental / Espagne

## Des parlementaires de Castille et Leon expriment leur soutien à la cause sahraouie

Des parlementaires de différents groupes politiques de la région de Castille et Leon ont exprimé leur soutien total à la cause sahraouie, avant leur départ pour une visite de cinq jours aux camps des réfugiés sahraouis où ils devront rencontrer des responsables du Front Polisario. Ces parlementaires ont

expliqué aux médias espagnols, lors d'une conférence de presse, les objectifs attendus de leur visite aux camps des réfugiés sahraouis. Les porte-paroles des parti de l'izquierda unida et Equo, Pablo Fernandez et José Sarrion ont rappelé que le peuple sahraoui vit dans des conditions difficiles à la suite de

l'abandon par l'Espagne qui est historiquement responsable de cette situation. «Nous voulons un Sahara libre et indépendant de l'occupation marocaine et le peuple sahraoui a notre plein soutien», ont déclaré ces deux responsables, alors que de son côté le parti de Podemos a rappelé la «revendication historique

du peuple sahraoui depuis des années, celle relative au droit à l'autodétermination». Ce voyage qui durera jusqu'à mardi prochain permettra à ces parlementaires et aux nombreux responsables de la communauté de Castille et Leon qui sont du voyage, de s'enquérir de la situation du peuple sahraoui, contraint à

l'exil depuis plus de 42 ans et de «réitérer leur engagement et soutien total à sa cause». Ce voyage institutionnel survient après celui effectué, la semaine dernière, par huit députés de l'intergroupe Paix et liberté au Sahara, au parlement espagnol, qui ont demandé à leur gouvernement de se conformer à la décision récente de la Cour de justice de l'Union européenne (JCUE) qui a clairement conclu que l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc ne s'applique pas au territoire du Sahara occidental. Les huit députés avaient également demandé à leur gouvernement d'élever la représentation du Front Polisario au rang diplomatique, de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et son seul et légitime représentant le Front Polisario. Les députés espagnols avaient exhorté enfin leur gouvernement à jouer un rôle «plus actif» pour trouver une «solution juste et définitive pour régler ce conflit qui dure depuis plus de 42 ans et dont l'Espagne a une responsabilité historique». Amel N.

Libye

## Tripoli sévit contre les passeurs et les trafiquants d'êtres humains

Le gouvernement d'Union nationale en Libye (GNA) sévit contre les réseaux d'immigration clandestine en vue de l'éradication de ce phénomène, qualifié de «conséquence directe» de la crise libyenne, surtout que le fléau a pris une tournure dramatique aggravée par la traite humaine menée par les réseaux de crime organisé. Des mandats d'arrêt ont été émis contre plus de 200 trafiquants libyens et étrangers impliqués dans un vaste réseau d'immigration clandestine vers les côtes européennes, a annoncé mercredi le bureau du procureur général libyen. «Nous avons 205 mandats d'arrêt contre des personnes (impliquées dans) l'organisation d'opérations d'immigration, la traite d'êtres humains, (des cas de) torture, de meurtre et

de viol», a déclaré le chef du bureau des investigations au bureau du procureur général Al-Seddik al-Sour. «Des membres des services de sécurité, des responsables de camps de détention de migrants ainsi que des fonctionnaires d'ambassades de pays africains en Libye sont impliqués dans le trafic de l'immigration clandestine», a-t-il ajouté. M. al-Sour a indiqué que les investigations sur les réseaux de passeurs avaient été menées en coordination avec le parquet italien. Rome et Tripoli avaient convenu en décembre de former une «cellule conjointe» pour lutter contre les passeurs et les trafiquants d'êtres humains, en impliquant les renseignements, les garde-côtes et la justice des deux pays. Des connections entre le phénomène de l'im-

migration clandestine avec toutes ses ramifications et l'activité terroriste ont été établis par les enquêteurs des deux pays. M. al-Sour a ajouté, dans ce sens que les investigations de son bureau avaient permis d'établir un lien direct entre passeurs de migrants et éléments du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech). Ces derniers profitent du réseau des trafiquants pour passer d'un pays à l'autre, trouver refuge ou se soigner, a-t-il précisé ce qui aggrave la situation encore d'avantage et qui donne à ce phénomène un caractère plus pernicieux. Le responsable libyen a indiqué que l'enquête sur le documentaire de la chaîne américaine CNN qui avait montré un «marché d'esclaves» en Libye était toujours en cours. R. M.



Corée du Nord

# Echanges diplomatiques pour concrétiser le sommet Trump-Kim

■ Rencontres de haut niveau et échanges téléphoniques au sommet se sont succédé vendredi pour concrétiser le sommet historique annoncé mais toujours pas formellement confirmé entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un.

Par Rosa C.

Aucun contact direct entre les deux ennemis n'a encore eu lieu, et ni la date ni le lieu n'ont été fixés pour cette rencontre censée porter sur l'avenir du programme nucléaire nord-coréen après des mois d'escalade. Mais le ministre nord-coréen des Affaires étrangères Ri Yong Ho a multiplié vendredi à Stockholm les consultations avec des responsables suédois. Et ces réunions en Suède, pays qui représente les intérêts américains en Corée du Nord, vont se

poursuivre hier contrairement au programme initial. Depuis Washington, Donald Trump a appelé son homologue sud-coréen Moon Jae-in, dont le gouvernement a transmis la semaine dernière la proposition de sommet attribuée à Kim Jong Un, immédiatement acceptée par le président américain. Ce dernier a «réitéré son intention de rencontrer Kim Jong Un d'ici la fin du mois de mai», a rapporté la Maison-Blanche. Autant dire qu'une course contre la montre est engagée pour préparer le sommet. Donald Trump a exprimé avec Moon Jae-in un «opti-

misme prudent» et les deux hommes ont estimé que la Corée du Nord aura «un avenir meilleur» en suivant «le bon chemin» vers sa dénucléarisation. Signe de l'effervescence diplomatique, pour ne pas perdre l'élan donné par le tournant spectaculaire du 8 mars, les ministres japonais et sud-coréen des Affaires étrangères, Taro Kono et Kang Kyung-wha, ont été reçu l'un après l'autre au département d'État américain à Washington. Les deux ministres et le secrétaire d'État adjoint John Sullivan, qui assure l'intérim à la tête de la diplomatie américaine depuis le limogeage de Rex Tillerson, ont estimé que l'annonce du prochain sommet Trump-Kim était «une opportunité historique», signe que «la campagne mondiale de pression maximale fonctionnelle et doit se poursuivre», selon le département d'État américain. «Nous sommes prudemment optimistes sur le fait que ces discussions auront lieu et qu'il s'agira d'une percée en vue d'une résolution pacifique du dossier nucléaire nord-coréen», a dit la cheffe de la diplomatie sud-coréenne à la chaîne américaine PBS. A ce stade, la Corée du Nord est restée publiquement muette sur ses intentions, sans démentir ni confirmer le compte-rendu qu'en a fait Séoul, suscitant la prudence de nombreux experts. D'où l'attention suscitée par le déplacement suédois du



PH. &gt; D. R.

chef de la diplomatie nord-coréenne, qui porte bien selon Stockholm sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et le possible sommet historique entre Donald Trump et Kim Jong Un. Un responsable américain a toutefois assuré à l'AFP à Washington qu'aucune rencontre n'était prévue entre Américains et Nord-Coréens en marge de cette visite. «Les discussions avec la Corée du Nord sont prolongées. Elles continueront», a déclaré à l'AFP le porte-parole de la diplomatie suédoise. Après un dîner jeudi avec son homologue suédoise Margot Wallström, Ri Yong Ho a rencontré le Premier ministre Stefan Löfven vendredi matin, puis de

nouveau M<sup>me</sup> Wallström pendant plusieurs heures dans une résidence du quartier des ambassades à Stockholm. La visite de l'émissaire nord-coréen vise également à «contribuer à la mise en œuvre effective des résolutions» votées par le Conseil de sécurité de l'ONU contre Pyongyang sur son programme nucléaire, mais aussi celles «soulignant la nécessité d'intensifier les efforts diplomatiques pour trouver une solution pacifique au conflit», selon les autorités suédoises. La diplomatie suédoise a souligné qu'il n'y aurait pas de conférence de presse au cours de la visite, mais qu'un communiqué serait diffusé à l'issue des entretiens.

R. C.



## Points chauds

Posture

Par Fouzia Mahmoudi

Si durant des années la droite française et l'extrême droite se sont affichées comme de féroces opposants, la tendance commence à évoluer et les anciens antagonismes à faire place à un début de réflexion, de part et d'autre, pour rendre cette relation moins conflictuelle et même peut-être envisager une alliance entre les deux familles politiques. Il y a quelques jours Thierry Mariani, député Les Républicains, avait été le premier à évoquer cette possibilité. Cette semaine c'était au tour de Marine Le Pen de tendre la main en demandant à ses électeurs de voter pour le candidat des Républicains face au candidat de la République en marche dans une législative partielle à Mayotte. Marine Le Pen a en effet annoncé, jeudi soir, qu'elle demandait à ses sympathisants de Mayotte de voter (aujourd'hui) pour le candidat LR, à l'occasion du second tour de ce scrutin. Habituellement, la présidente du Front national refuse de donner une consigne de vote, préférant renvoyer dos-à-dos droite et gauche. «Je souhaite que les électeurs qui m'ont fait confiance à la présidentielle se reportent à l'élection partielle à Mayotte sur Elad Chakrina LR, le candidat de Mansour Kamardine», député LR de Mayotte, a déclaré Le Pen, qui veut que son parti noue davantage d'alliances avec d'autres formations. A Mayotte, «nous n'avons pas réussi à trouver de candidat, ce qui d'ailleurs m'a fait prendre une décision. J'ai entendu M. Kamardine à la commission des Affaires étrangères, il a pris tout à fait conscience de la gravité de la situation de l'île, et c'est la raison pour laquelle, compte tenu de la gravité de la situation, il faut passer au-dessus de nos étiquettes partisanes», a expliqué la dirigeante frontiste. «Il en va encore une fois de l'avenir de Mayotte et les étiquettes ont somme toute peu d'intérêt», a insisté la finaliste de la présidentielle. Au second tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen avait obtenu 42,89% des voix à Mayotte, plus que son score national. Mais cette main tendue n'a pas plu à tout le monde et Valérie Pécresse, présidente de l'Île-de-France, a rapidement estimé que Marine Le Pen

«essaie de faire parler d'elle» mais qu'elle doit trouver «porte close à toute alliance» chez LR. «J'y suis totalement hostile. Thierry Mariani se fourvoie, ce n'est pas la première fois qu'il le dit, c'est une thèse constante chez lui et je n'y souscris en aucun cas», a-t-elle ajouté. «Je crois que la position des Républicains doit être claire, nette, précise : porte fermée avec le FN et ses affidés. Point final», a conclu Pécresse. La vice-présidente déléguée des Républicains Virginie Calmels a pour sa part également opposé une fin de non-recevoir à cet appel de Marine Le Pen. «Nous préférons toujours perdre plutôt que de gagner grâce à une quelconque alliance avec le FN. Nos valeurs ne se négocient pas à travers des accords électoraux honteux», a-t-elle écrit sur Twitter. Toutefois si les responsables LR, certains d'entre eux du moins, ont exprimé une fin de non-recevoir au FN, parmi les électeurs, de nombreuses études ont montré que les adhérents de droite étaient, eux, majoritairement favorables à une telle alliance qui permettrait à leur famille politique d'accéder au pouvoir. Reste à savoir si les défaites électorales s'accumulant la droite envisagera une nouvelle posture face au parti frontiste ou si la haine anti-FN sera plus forte que tout, même si cela veut dire finir par perdre pied comme le PS.

F. M.

Au moins 2 morts et plusieurs blessés

## Attentat à la voiture piégée à Kaboul

Un attentat suicide à la voiture piégée revendiqué par les talibans a fait au moins deux morts et plusieurs blessés hier à Kaboul, a-t-on appris auprès du ministère de l'Intérieur. «A 09h10 ce matin, une voiture piégée a explosé dans le district de police 9 de Kaboul. Jusqu'ici, nous avons deux civils tués et trois blessés», a déclaré à l'AFP Najib Danish, le porte-parole du ministère. De son côté, le porte-parole du ministère de la Santé Wahid Majrooh a fait état d'au moins quatre blessés. Selon l'adjoint du porte-parole au ministère de l'Intérieur, Nasrat Rahimi, une compagnie de sécurité britannique, G4S, était visée, mais le kamikaze «s'est fait exploser avant d'atteindre sa cible» dans une zone industrielle de la ville. Dans un message sur WhatsApp, le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid a indiqué que l'assailant avait pour objectif un convoi de «troupes étrangères», dont «tous les occupants ont été tués». Mercredi, le général John Nicholson, commandant des forces américaines et de l'Otan en Afghanistan, avait déclaré que

la protection de la capitale afghane était une priorité. «Kaboul est notre principal effort maintenant, de renforcer Kaboul, de protéger ses habitants et la communauté internationale qui s'y trouve, à cause de l'impact stratégique» de cette ville, a-t-il dit devant des journalistes. L'attaque de hier intervient alors que le président afghan Ashraf Ghani a proposé fin janvier aux insurgés d'engager des pourparlers de paix, que ces derniers ont pour l'instant fraîchement accueillis. Kaboul est devenu un des endroits les plus meurtriers d'Afghanistan. Les talibans et le groupe État islamique y rivalisent de férocité, faisant de nombreuses victimes civiles. Quatre attaques s'y sont produites ces trois dernières semaines. L'avant dernière en date, celle du 9 mars, avait fait au moins neuf morts, quand un kamikaze à pied avait actionné sa charge dans un quartier chiite de la capitale. L'El avait revendiqué l'attentat. Plus de 10 000 civils ont été blessés ou tués en Afghanistan en 2017 des suites du conflit, selon l'ONU. Près de 2 300 d'entre eux ont été tués ou blessés dans des atten-

tats, le plus lourd bilan de ce type jamais enregistré. Le président Ashraf Ghani a proposé fin février des pourparlers de paix aux talibans : ceux-ci pourraient notamment être reconnus en tant que parti politique s'ils acceptent un cessez-le-feu et reconnaissent la Constitution de 2004. Les insurgés, qui ne cessent d'étendre leur contrôle du territoire afghan, refusent officiellement toute discussion avec le gouvernement afghan, qu'ils qualifient de marionnette des États-Unis. Mardi, ils ont répété sur leur site internet qu'ils étaient prêts à négocier, mais uniquement avec Washington, pas avec Kaboul qu'ils dépeignent comme un «régime d'esclaves» inféodé aux «envahisseurs américains». La «saison des combats», qui démarre traditionnellement au printemps en Afghanistan, quand les températures s'adoucissent, s'annonce très intense cette année, après un hiver déjà extrêmement sanglant, marqué par une série d'attentats à Kaboul fin janvier qui avaient fait plus de 130 morts, majoritairement civils.





Livre

# 45 éditeurs algériens participent au Salon du livre de Paris

■ Au total 45 éditeurs algériens, publics et privés, participent au Salon du livre de Paris, le plus grand événement dédié au livre en France, qui a ouvert ses portes vendredi avec les lettres russes à l'honneur.

Par Adéla S.

Pour son édition 2018, les organisateurs de Livre Paris, lancé pour la première fois en 1981 par le Syndicat national de l'édition, ont voulu une programmation «davantage éditorialisée, plus dense, et aux formats inédits et innovants».

L'Algérie y est présente, dans un stand de 60 m<sup>2</sup>, par le biais des maisons d'éditions publiques l'Anep (Agence nationale d'édition et de publicité), l'Enag (l'Entreprise nationale des arts graphiques), l'OPU (Office des publications universitaires), des centres de recherches comme le Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (CNR-PAH), le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC, Oran) et plusieurs maisons d'édition privées, dont Chihab, Casbah Editions et Dalimen.

Près de 500 titres sont exposés traitant de l'histoire, du patrimoine, du roman, de la littérature enfantine, l'art culinaire et la musique, avec une forte présence de Beaux-Livres sur des villes algériennes, les régions et le patrimoine. Au cours des trois jours du salon, 25 auteurs procé-



deront à des ventes-dédicaces.

Le coordinateur du pavillon algérien, Mohamed Iguer, a souhaité voir, au premier jour du salon, des membres de la communauté algérienne venir en masse découvrir leur pays à travers le livre. «Nous présentons ici des livres algériens, écrits par des Algériens qui reflètent la vie algérienne dans tous ses

aspects», a-t-il dit dans une déclaration à l'APS. Mais de l'avis de nombre d'Algériens rencontrés au salon et même des auteurs, l'Algérie gagnerait à «avoir de l'ambition» dans ce genre de manifestations intellectuelles, notamment en France dans le sens où il serait «intéressant» d'avoir plus d'ouvrages et, à côté, un riche programme

d'animation culturelle, de débats et de conférences sur des thématiques liées à la vie algérienne.

C'est dans ce sens qu'il souhaite, pour les prochaines éditions, voir l'Algérie dans un pavillon à l'image de son ambition. Sur un plan pratique, des membres de la communauté, venus acquérir des ouvrages, se

sont plaints de l'impossibilité de payer leurs achats avec des cartes bancaires. Un problème qu'il faudra y remédier pour la prochaine édition.

Livre Paris regroupe 1 200 exposants, 45 pays sont représentés, 800 conférences et événements sont programmés et 3 000 auteurs en dédicaces.

A. S./APS

Parution

## «Cubaniya», un roman de voyage de Jaoudet Gassouma

Dans son dernier ouvrage intitulée «Cubaniya», Jaoudet Gassouma explore la littérature de voyage et invite son lecteur à découvrir la capitale cubaine, ses habitants, leur mode de vie, les similitudes avec la ville d'Alger, tout en s'esseyant à une analyse de ce qui reste de la révolution castriste.

Ce roman de 144 pages, paru aux éditions «Chihab» et écrit à la première personne, raconte le voyage d'un petit groupe de reporters partis d'Alger à la découverte de la Havane, cette ville fantasmée, traversée, comme le sud de l'Algérie, par le tropique du cancer.

Comme dans un carnet de voyage, l'auteur brosse le tableau de longues heures de vol qui le mènent à Cuba en compagnie de ses collaborateurs, tout en dressant un portrait, souvent caricatural, de passagers et de membres de l'équipe comme pour plonger le lecteur dans la torpeur de ce microcosme.

Une fois foulé le sol cubain, Jaoudet Gassouma porte un intérêt particulier à l'humain, décrivant dans le détail les agents de police de l'aéroport, les passants, les artistes de rues, les tenues vestimentaires, souvent «très légères et parfois folk-

loriques» des Cubains, tout en faisant une longue digression sur la richesse architecturale de la Havane, une ville vieille de cinq siècles.

Dans cette ambiance enfumée au cigare cubain et arrosée au rhum, deux produits symboliques de l'île caribéenne, l'auteur invite le lecteur à se perdre dans les légendes urbaines d'Alger tout en se promenant dans le centre historique de La Havane pour y rencontrer le P'tit Omar ou croiser le regard de la belle Hassiba. L'auteur évoque également le «Che», «El Khou» comme il aime à l'appeler dont les «portraits déclinés à l'infini habillent les murs» de la ville à tel point que la mythique guérillero en

devienne un personnage presque banal, dont l'effigie orne tous les objets proposés aux touristes dans les boutiques de souvenirs. A côté de La Havane touristique, destination des riches occidentaux en quête d'exotisme, se dessine dans la douleur et la misère une autre Cuba «en quête de lait amer» forçant l'incorruptible questionnement sur «ce qui reste des slogans et des révolutions», écrit l'auteur. Jaoudet Gassouma décrit une société «nourrie de ladite révolution et qui a remplacé son pain, son lait et sa viande en les transfigurant en palabres», en évoquant les slogans révolutionnaires qui tapissent les murs décrépis de la ville, même s'ils

n'ont plus leur sens dans la société cubaine actuelle.

A la manière d'un reporter, l'auteur se penche sur cette «nouvelle résilience» et le sens inné du «contournement des lois» des Cubains qui «inventent» une «agriculture alternative dans les friches et terrasses urbaines» de l'île, et une «nouvelle culture (...) qui ne demande qu'à vivre et qui (...) fascine par sa force», admet l'auteur.

Cubaniya, également traversé par des histoires d'amours nées à Cuba et d'autres abandonnées à Alger, est présenté dans une couverture représentant l'image stéréotypée de Cuba avec une photo de vieilles voitures améri-

caines des années 1950 surmontée par le portrait du célèbre Commandante.

«Cubaniya» a été écrit dans le cadre du projet artistique «Tropique du cancer», élaboré et financé par le photographe Karim Abdeslam, et qui a permis d'organiser des résidences de création, en 2015 à Cuba, pour plusieurs artistes algériens dans différents domaines créatifs dont la photographie d'art, la vidéo, la musique, la peinture ou encore l'écriture. Plasticien, Jaoudet Gassouma a publié son premier roman «Zorna!» en 2004, avant «La Kabylie, le cœur entre les montagnes», son deuxième livre sorti en 2014.

Racim C.

Après des tests d'ADN

## La dépouille du peintre espagnol Salvador Dali restituée

La dépouille du peintre espagnol Salvador Dali, exhumée fin juillet pour un test ADN dans le cadre d'une demande en paternité, a retrouvé sa place jeudi soir au sein du théâtre-musée de Figueras, a annoncé vendredi la fondation qui gère le patrimoine légué par l'artiste.

La restitution de la dépouille, enterrée sous la coupole de ce musée catalan, a démarré jeudi à 18h00 (17h00 GMT) et s'est achevée à 1h15 du matin, a précisé la fondation dans un communiqué. Elle souligne

qu'elle a été réalisée «de manière à préserver l'intimité et la mémoire du maître».

Le peintre surréaliste, mort en 1989 sans enfant dans son château de Púbol, a été à nouveau inhumé en présence d'un notaire et d'un médecin légiste.

Le corps de Salvador Dali avait été exhumé à la fin du mois de juillet après la demande en paternité déposée par Pilar Abel, une cartomancienne qui assurait être le fruit d'une liaison entre le peintre et sa mère, et qui assurait disposer d'un témoignage pro-

bant. Il avait fallu soulever une dalle de plus d'une tonne protégeant le cercueil en bois massif de l'artiste pour prélever deux os longs, des cheveux et des ongles afin de les faire examiner à l'Institut de toxicologie de Madrid.

Les tests ADN n'ont pas été concluants, «permettant d'exclure Salvador Dali Domènech comme père biologique de Maria Pilar Abel Martinez», avait alors expliqué la justice.

R. C.



Ligue 2 Mobilis (23<sup>e</sup> journée)  
L'ASAM et la JSMB côte à côte

L'AS AÏN M'LILA et la JSM Béjaïa ont conservé le leadership de la Ligue 2 Mobilis de football, après leurs victoires respectives contre la JSM Skikda (1-0) et le MC Saïda (2-0), en matchs disputés vendredi, pour le compte de la 23<sup>e</sup> journée, ayant vu l'ancien co-leader, le MO Béjaïa reculer à la 3<sup>e</sup> place, suite à son semi-échec chez le RC Relizane (0-0). Profitant de l'avantage du terrain, l'ASAM a fait la différence d'entrée de jeu, grâce Saci, ayant inscrit l'unique but de cette rencontre à la deuxième minute, alors que la JSMB a dû attendre le retour des vestiaires pour trouver le chemin des filets. D'abord par Bensayah (47'), puis par Belgharbi (84'). Des victoires qui maintiennent l'ASAM et la JSMB à la première place, avec 45 points chacun, et avec deux longueurs d'avance sur l'ex-co-leader, le MO Béjaïa, ayant reculé à la troisième place, avec 43 points, suite à son semi-échec chez le RC Relizane (0-0). Cependant, le scénario aurait pu être plus dramatique pour les Crabes, car en toute fin de match, le RCR avait bénéficié d'un penalty, que le gardien béjaoui Ali Benchérif a repoussé avec brio devant Abdeslam Moussi. Le RCR (7/34 pts) laisse filer ainsi une très bonne occasion de recoller au peloton de tête, tout comme la JSM Skikda qui après avoir longuement collé aux basques de l'ASAM, cède du terrain et se contente désormais d'un modeste 5<sup>e</sup> place, avec 38 points. La faute à ses deux défaites consécutives en l'espace d'une semaine et contre deux concurrents directs pour la montée en Ligue 1, dont la précédente à domicile contre la JSM Béjaïa (1-0). La bonne affaire du jour est à mettre à l'actif de l'ASO Chlef, qui s'est hissé

à la 4<sup>e</sup> place, avec 39 points, malgré sa difficile victoire contre la lanterne rouge, le CA Batna (2-1). C'est d'ailleurs le club des Aurès qui avait ouvert la marque, par Mahiouz (35'), et ce n'est qu'en deuxième mi-temps que les Chelifiens ont réussi à renverser la vapeur. D'abord par Baouche (55'), puis par Boutiba (75'). Avec cette défaite, le CAB reste bon dernier, avec 19 points, soit avec trois longueurs de retard sur l'avant-dernier, le CRB Aïn Fekroune, qui lui s'est imposé à domicile face à l'ASM Oran 2-0. Un succès qui s'est fait attendre, car les Asémistes (8es/30 pts) avaient tenu bon pendant 70 minutes avant de craquer devant Boukhari (90'+2). A contrario, d'autres candidats au maintien n'ont pas su profiter de l'avantage du terrain pour engranger les trois points, comme ce fut le cas pour le GC Mascara, battu par l'Amel Boussaâda (2-1). Après l'ouverture du score par El Garnazi (79'), le GCM avait réussi à égaliser par Khelloufi (69'), mais Baâli n'a pas tardé à redonner l'avantage à l'ABS (84'). Un faux pas qui maintient le GCM dans une inconfortable position de premier club relégable, ex aequo avec le CRBAF, alors que l'ABS respire un peu mieux grâce à cette victoire, en se hissant à la 8<sup>e</sup> place du classement général, ex-aequo avec l'ASMO et le MCS, avec 30 points pour chaque club. Autre bonne affaire dans la course au maintien, celle du RC Kouba, qui a dominé le CA Bordj Bou Arréridj (2-1) pour se hisser à la 11<sup>e</sup> place, avec 26 points. Soit avec trois longueurs d'avance sur le premier club non relégable, le MC El Eulma, qui lui s'est incliné (1-0) dans son duel décisif pour «la survie» contre le WA Tlemcen. Réduit à dix contre onze, suite à l'expulsion de Meddour, survenue juste avant la fin de la première mi-temps, le MCEE qui avait tenu bon pendant 70 minutes a fini par s'incliner sur un penalty transformé par El Habiri.

**Résultats et classement :**

RCR-MOB	0-0
CRBAF-ASMO	2-0
WAT-MCEE	1-0
GCM-ABS	1-2
RCK-CABBA	2-1
JSMB-MCS	2-0
ASAM - JSM	1-0
ASO-CAB	2-1

	Pts	J
1). AS Aïn M'lila	45	23
→). JSM Béjaïa	45	23
3). MO Béjaïa	43	23
4). ASO Chlef	39	23
5). JSM Skikda	38	23
→). CABB Arréridj	38	23
7). RC Relizane	34	23
8). ASM Oran	30	23
→). MC Saïda	30	23
→). Amel Boussaâda	30	23
11). RC Kouba	26	23
12). WA Tlemcen	24	23
13). MC El Eulma	23	23
14). GC Mascara	22	23
→). CRB Aïn Fekroune	22	23
16). CA Batna	19	23

Coupes africaines

# L'ESS dos au mur, l'USMA en ballotage favorable

■ Les deux représentants dans les compétitions africaines, l'ES Sétif pour la Ligue des champions et l'USM Alger pour la Coupe de la CAF auront des fortunes diverses pour ces matchs retour comptant pour les seizièmes de finales pour leurs compétitions respectives.



Les Sétifiens décidés à se reprendre

Par Mahfoud M.

**D**éfait (2/1) à l'aller au Ghana, l'Aigle Noir se doit, ce soir à 19h, de renverser la vapeur lors de ce match retour face à l'Aduana stars et l'emporter au moins sur la plus petite des marges sans encaisser aucun but. Bien conscient de l'enjeu, l'entraîneur de l'Entente de Sétif, Abdelhak Benchikha sait très bien que son équipe jouera ce dimanche la dernière carte de sa saison. Le coach ententiste devrait compter sur ses joueurs rompus à cette compétition, tel que Nadji, Aït Ouameur et les autres pour tenter de tromper les Ghanéens desquels il faudra être

très méfiants. Les Sétifiens sont conscients de ce qui les attend et restent, dans le même temps très confiants d'autant plus que tous les facteurs sont en leur faveur, avec le terrain et les supporters mais aussi les conditions climatiques qui seront clémentes. Quoi qu'il en soit, il faudra être très conscient sur leur sujet pour l'emporter et s'assurer la victoire qui reste très importante. De son côté, l'USM Alger qui affronte au stade de Bologhine, la formation congolaise de l'AS Maniema, souhaite aussi l'emporter pour arracher la qualification à la phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine. Auteurs d'un résultat probant à l'Aller

(2/2), les Rouge et Noir ne devraient pas trouver de peine à l'emporter au match retour surtout qu'ils évolueront sur leur terrain et devant leur public qui se déplacera en force pour leur apporter le soutien nécessaire. Les Usmistes bénéficieront du retour de Meziane, Meftah et Yaya qui sont rétablis de leurs blessures, ce qui permettra au coach, Hamed de disposer d'un groupe pléthorique et il aura donc l'embaras du choix pour composer son équipe. L'USMA qui revient en force en championnat et se rapproche du leader et ses poursuivants directs, souhaite confirmer sa bonne forme en arrachant la qualification au prochain tour. **M. M.**

Ligue 1 Mobilis (23<sup>e</sup> journée)

## L'USMB continue à espérer, le NAHD se replace

**L'**USM Blida, lanterne rouge du championnat de Ligue 1 Mobilis de football a remporté un match décisif dans la course au maintien, en dominant l'USM El Harrach (avant-dernier) sur le score de 2-0, pour le compte de la 23<sup>e</sup> journée, disputée vendredi et ayant vu le NA Hussein Dey rejoindre le Paradou AC à la 5<sup>e</sup> place suite à sa victoire contre le DRB Tadjenanet (3-0). Bon dernier au classement général et condamné à récolter un maximum de points dans cette dernière ligne droite du parcours pour espérer se sauver, l'USMB n'a pas déçu dans ce match décisif contre l'USM El Harrach, surclassé grâce à son buteur-maison Samy Frioui, auteur d'un doublé aux 7' et 89'. Les Vert et Blanc reviennent ainsi à trois longueurs de leur adversaire du jour, qui partage l'avant-dernière place avec le DRB Tadjenanet, battu de son côté par le NA Hussein Dey (3-0). A noter la grave blessure du milieu de terrain blidéen Ibrahim Si-Ammar, survenue juste avant la fin de la

première mi-temps et qui a nécessité son transport d'urgence à l'hôpital. Il a été remplacé dans la foulée par Amine Aïssa El Bey. L'arbitre de la rencontre a dû brandir également deux cartons rouges en toute fin de match. L'un pour Sofiane Younes (USMH) et l'autre pour l'attaquant congolais de l'USMB, Gassama Saira. Au stade du 20-Août-1955, c'est Zeghnoun qui a ouvert le score pour les Sang et Or (36'), avant qu'Allati ne double la mise d'un superbe coup franc direct (90'), et c'est le fraîcheur incorporé Chouiter qui a clôturé le festival à la 90'+3, suite à une belle action collective. Grâce à cette importante victoire, le Nasria rejoint à la 5<sup>e</sup> place du classement général le Paradou AC, qui s'était fait surprendre la veille sur son propre terrain par l'USM Bel-Abbès (1-0). Une réalisation signée Abdelli (35') qui propulse le club du coach Si-Tahar Chérif El Ouazzani à la 9<sup>e</sup> place, avec 29 points. Samedi, en ouverture de cette 23<sup>e</sup> journée, le CS

Constantine avait petitement dominé le CR Belouizdad (1-0) grâce à l'ex-meneur de jeu béjaoui, Toufik Zerara (5') confortant ainsi sa première place au classement général, avec 45 points, au moment où le Chabab reste scotché à la 11<sup>e</sup> place, avec 24 unités au compteur. Mardi, l'USM Alger a dominé l'Entente de Sétif (3-2) dans le match au sommet de cette 23<sup>e</sup> journée, grâce à Darfalou (8' sp), Koudri (51') et Chafaï (80'), alors que Banouh avait réussi le doublé pour l'Aigle noir aux 82' et 90'+2. Un précieux succès qui place les Rouge et Noir provisoirement sur la troisième marche du podium, en attendant le déroulement des matchs JS Kabylie - MC Alger et MC Oran - US Biskra et dont l'issue pourrait générer d'importants changements en tête du classement. Le dernier match inscrit au programme de cette journée mettra aux prises la JS Saoura (7) et l'Olympique de Médéa (10), samedi, 17h00, à Béchar.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Lutte antiterroriste

### 4 casemates et 5 bombes artisanales détruites à Tizi Ouzou

QUATRE casemates pour terroristes et cinq bombes de confection artisanale ont été détruites samedi dans une opération de ratisage, menée à Tizi Ouzou, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratisage, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 17 mars 2018 à Tizi Ouzou, quatre casemates pour terroristes et cinq bombes de confection artisanale», précise la même source.

K. L.

## Monaco

### Des escrocs usurpent l'identité de hautes personnalités

DES ESCROCS se font passer depuis plusieurs semaines pour de hautes personnalités de Monaco, principauté du sud-est de la France, pour tenter de soutirer de l'argent à leurs victimes, a mis en garde le gouvernement princier dans un communiqué. Les escrocs ont notamment eu recours à un faux prince Albert II, lui ressemblant physiquement, qui a établi un contact vidéo avec sa victime en faisant croire qu'il se trouvait dans son bureau, au palais. A l'automne dernier, une journaliste avait déjà été visée par une telle supercherie, le faux prince tentant de l'escroquer au prétexte de faire libérer un ressortissant de la ville-Etat enlevé par un groupe terroriste, explique le journal. Une enquête a été ouverte, mais les faits semblent s'être reproduits. «Depuis plusieurs semaines, des individus en bande organisée usurpent l'identité de hautes personnalités de la Principauté et tentent d'en-

trer en contact avec des relations personnelles de celles-ci, des dirigeants de société ou des personnes à responsabilités, notamment par message électronique, SMS ou visio-conférence au moyen d'application de type WhatsApp», indique le communiqué du gouvernement monégasque. Le gouvernement précise que «des documents à l'entête d'organismes officiels de Monaco et apparemment signés par leurs responsables peuvent être transmis, de même que les appels peuvent afficher le numéro du standard téléphonique de ces organismes». «La mise en scène a pour but d'obtenir, sous prétexte de régler un problème financier urgent, des transferts de fonds vers des comptes bancaires ouverts à l'étranger, notamment en Asie», explique-t-il encore dans ce communiqué.

R. I.

## BAC Les épreuves se dérouleront du 19 au 24 juin



Louvis

Djalou@hotmail.com

## Plusieurs restaurants ont réduit les prix de 50%

### Clôture de la fête de la restauration d'Azazga

■ De l'avis de nombreux participants, la manifestation dans sa première édition, a connu un grand succès.

Par Hamid M.

La première édition de la fête de la restauration d'Azazga (35 km à l'Est de Tizi Ouzou) a pris fin, hier, après quatre jours de festivités à laquelle plus d'une vingtaine de restaurateurs ont pris part ainsi que des unités de fabrication des produits du terroir abritées par le centre culturel de la ville d'Azazga. Intitulé «Azazga capitale de la restauration», la manifestation, initiée par la commune d'Azazga en collaboration avec l'Assemblée populaire de wilaya, l'Union générale des commerçants et des artisans et l'Association de défense et de



protection des consommateurs, a vu hier un fort engouement au niveau des restaurants participants qui ont baissé de 50% leurs tarifs.

De l'avis de nombreux participants, la manifestation dans sa

première édition, a connu un grand succès et les organisateurs ont donné rendez-vous pour la prochaine édition avec plus de participants et un programme plus varié.

H. M.

## Circulation routière à Béjaïa

### La police annonce 39 accidents en février

LES ACCIDENTS de la route continuent, hélas, d'être un sujet d'actualité dans la wilaya de Béjaïa. Il y a peu de gens ou de familles qui ne sont pas touchés directement ou indirectement par ce phénomène qui fauche chaque jour des vies humaines, fait des handicapés à vie et endeuille des familles. On a beau sensibiliser les conducteurs sur la nécessité de respecter la code de la route et surtout en ce qui concerne le point de la réduction de la vitesse mais, les chiffres restent effrayants et on n'est jamais en sécurité sur la route. Le nombre d'accidents enregistrés au mois de février dernier par la sûreté de wilaya prouve si besoin est la nécessité de poursuivre la sensibilisation et de chercher des moyens pour réduire les accidents et sauver des vies humaines de la mort et, par ricochet, éliminer cette insécurité ressentie en nous à chaque fois qu'il s'agit de conduire un véhicule ou de monter dans un bus. Ainsi, les services opérationnels chargés

de la sécurité publique de la sûreté de wilaya ont recensé 39 accidents de la circulation routière durant le mois de février dernier dans la wilaya de Béjaïa. Et l'élément positif des chiffres communiqués par la police c'est l'absence cette fois de décès, ceci en attendant de voir le bilan de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale qui interviennent eux sur d'autres territoires de la wilaya, à savoir les zones rurales, les routes à grande circulation et en dehors des agglomérations en général. La sécurité publique a enregistré «45 blessés graves dont 05 de sexe féminin», selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les statistiques parlent aussi de «39 adultes et 11 mineurs». «Elles sont 53 personnes impliquées dans ces accidents dont un 01 mineur», a souligné notre source qui a relevé le principal facteur de ces accidents qui est le facteur humain. Il faut noter aussi que les accidents de la route peuvent être générés par le non-

respect du code de la route en général: l'excès de vitesse, refus de priorité, les manœuvres dangereuses, la fatigue, la consommation d'alcool, etc. Mais aussi, l'état technique du véhicule, l'état de la route, le mauvais temps, etc. Par ailleurs, le service chargé de la voie publique à la sûreté de wilaya a établi 2 758 contraventions durant le même mois. Il parle de 1 820 véhicules qui ont été contrôlés durant la même période. Des contrôles à l'issue desquels il a été recensé 69 délits routiers et 20 délits de coordination. Ces contrôles ont donné lieu à plusieurs infractions graves qui ont nécessité des retraits de permis. C'est ainsi que la police a procédé au retrait de 1 091 permis de conduire aux conducteurs insolents alors que 12 véhicules ont été mis à la fourrière. Notons que les imams sont mis à contribution dans la sensibilisation et la lutte contre les accidents de la route. Ces derniers ont consacré les prêches de vendredi dernier au phénomène des

accidents de la route et des conséquences graves qui en découlent sur les plans social, économique, sociologique de l'individu, victime et son entourage. C'est le cas de l'imam de la mosquée Ibn Badis d'El-Khemis du centre-ville de Béjaïa qui a relevé avec force détails et devant des centaines pour ne pas dire des milliers de fidèles, les causes directes à l'origine des accidents, avant de donner des conseils aux fidèles pour se prémunir et prémunir autrui des accidents de la route. Il a décliné comme cause «l'utilisation du portable, la musique à forte décibels, la fatigue, la somnolence, la consommation d'alcool et de la drogue au volant, etc. Il a également énuméré les conséquences de ces accidents sur l'individu, sur la famille et la société, etc. Il a exhorté les fidèles à donner le bon exemple sur la route.

Hocine Cherfa